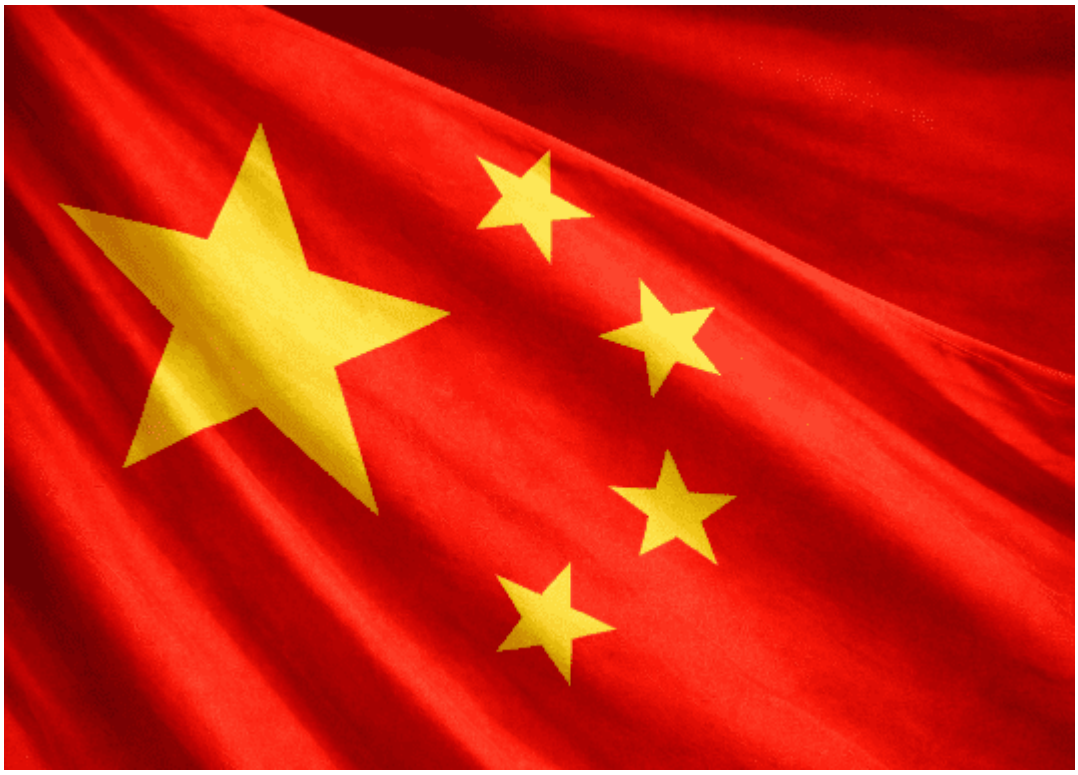
# Géopolitique : Chine, entre rivalités globales et guerre iranienne

Category: Actualités,Asie Centrale
8 avril 2026



Wang Yi, chef de la diplomatie chinoise, en compagnie d'Ali Shamkhani, secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale iranien à droite, et de Musaad bin Mohammed Al Aiban, conseiller à la sécurité nationale saoudien, à Pékin le 10 mars 2023. Source : China Daily.

En dépit de sa proximité avec Téhéran, la Chine se présente comme un médiateur neutre, déterminé à résoudre les conflits entre États rivaux et à réduire les risques d'escalade dans la région. Le rapprochement irano-saoudien de 2023, facilité par la Chine, qui a mis fin à sept années de crise diplomatique et est considéré comme l'un des plus grands succès de la Chine au Moyen-Orient.

Pour autant, trois ans plus tard, la diplomatie de conciliation des contraires, entre l'Iran et l'Arabie saoudite de part et d'autre du détroit d'Ormuz, où transitent 45% des importations chinoises de pétrole et 29% de son GNL se heurte à la déflagration de la guerre existentielle entre les Mollahs terroristes et l'alliance entre Tel Aviv et Washington, dont la brutalité est à l'origine d'une riposte iranienne contre une des plus grandes raffineries saoudiennes.

*

Aux dernières nouvelles de la Maison Blanche, le sommet Xi Jinping – D. Trump initialement prévu fin mars à Pékin aura lieu les 14 et 15 mai.

La même déclaration précisait aussi que « *le couple présidentiel américain Donald et Melania Trump accueillera à Washington Xi Jinping et son épouse Peng Liyuan "plus tard cette année"* »
Dans la foulée, le 26 mars, Lin Jian, l'un des porte-paroles du ministère chinois des Affaires étrangères, confirmait les bonnes dispositions de Pékin en déclarant aux journalistes que « *les deux parties maintenaient le dialogue concernant la visite du président Trump en Chine* ».

Alors qu'officiellement Washington et Pekin et nombre de commentateurs présentent le sommet à venir comme l'occasion de redéfinir la relation sino-américaine sur un mode plus positif, le nouveau calendrier suggère que pour la Maison Blanche, la guerre en Iran n'entrera pas avant six semaines dans une phase de désescalade, seule condition d'un sommet entre Trump et la Chine de Xi Jinping qui, au cœur de la guerre contre les Mollahs, est le premier partenaire stratégique de Téhéran.

Mais un doute demeure. Compte tenu de l'obstination jusqu'au-bouliste des belligérants en Iran et en Israël, rien ne dit qu'à l'échéance de la mi-mai D. Trump pourra se prévaloir d'un succès.

Il risque au contraire d'arriver à Pékin avec, sur les bras les embarras d'une guerre aux répercussions économiques et énergétiques globales dont les effets sur l'opinion américaine, ses alliés du Golfe et toute la sphère occidentale le mettront en porte-à-faux face au Président chinois dont la propagande brandit le discours d'une Chine à la fois opposée à l'Occident et, en même temps, porteuse de paix.

Plus encore, malgré les bonnes paroles, la liste des contentieux est telle que l'exercice de réajustement en quête d'accommodements raisonnables souhaités par les deux rivaux, pourrait s'avérer problématique. Enfin, la carte sauvage de la guerre contre l'Iran a transformé en « *guerre chaude* », une situation que nombre d'analystes ne voyaient jusqu'à présent que comme une marche insistante vers une nouvelle « *guerre froide* ».

Avec cependant la différence que les rivalités des propagandes autour de l'efficacité des systèmes politiques chinois et américain se doublent de féroces compétitions technologiques (guerre des puces IA, de l'innovation et de la robotique), tandis que les fortes interpénétrations économiques et commerciales dessinent un paysage stratégique global plus diffus rendant la maitrise des risques infiniment plus complexe qu'à l'époque où les « *blocs* » étaient séparés par un « *rideau de fer* » étanche.

La sensibilité explosive du tonneau de poudre international attisée par la reprise d'une course aux armements aux capacités létales infiniment plus élaborées (missiles hypersoniques, armes intelligentes, drones tueurs), est pour la première fois depuis 1969, aggravée par la disparition du cadre de contrôle et de limitation des armements nucléaires stratégiques.

L'expiration le 5 février 2026 du traité START faisait suite au retrait en 2019 de l'Amérique, aussitôt suivi par la Russie, du traité sur les forces nucléaires de portée intermédiaire et, en 2020, du traité dit « *ciel ouvert* » qui autorisait les observations aériennes des installations nucléaires adverses.

La dernière décision en date achevant le retrait du couvercle de la chaudière, fut en novembre 2023, la décision formelle de Moscou d'abandonner le traité FCE de limitation des forces

conventionnelles en Europe, 21 mois après avoir mis fin à l'illusion de la paix perpétuelle en Europe en attaquant l'Ukraine, le 24 février 2022.

Au milieu de l'évaporation récente des garde-fous contre le risque d'une apocalypse nucléaire, le cas chinois mérite une attention particulière.

**Montée en puissance de l'arsenal nucléaire chinois au milieu de tensions tous azimuts.**

Une batterie de missiles chinois hypersonique DF-17. Selon la revue « National Interest », « Discrètement et sans grande médiatisation, les plus hauts responsables scientifiques militaires du Pentagone admettent que la Chine a, dans le domaine stratégique clé du développement des armes hypersoniques, pris l'avantage sur les États-Unis, malgré le considérable écart des budgets de défense. » (…)

« Ayant investi l'équivalent de 10 milliards de dollars dans le développement non pas d'une seule arme hypersonique de pointe, mais de tout un écosystème de missiles, la Chine a, cœur de sa stratégie anti-accès, déployé ces engins redoutables le long de sa zone de défense, notamment en mer de Chine méridionale où ces systèmes peuvent atteindre et menacer des bases aériennes et des porte-avions américains éloignés.

*

Partie au traité de non-prolifération des armes nucléaires (TNP 1992), la Chine n'est en revanche signataire d'aucun accord de limitation et de contrôles des armes stratégiques ou intermédiaires, au motif que son arsenal très inférieur à celui des Russes et des Américains correspondrait à une stricte suffisance stratégique dissuasive, qui plus est, articulée à la garantie de non-emploi en premier.

Il reste que, contrastant avec son discours d'autosuffisance, les observations du Pentagone et du SIPRI convergent pour souligner que la Chine se livre à un des plus grands renforcements nucléaire militaire de son histoire.

L'accélération se traduit par : 1) Le doublement de ses ogives depuis 2019, passées de 300 à 600 et dont, selon le Pentagone, le nombre atteindra 1000 d'ici 2030 ; 2) La construction de nombreux sites de lancement de missiles balistiques intercontinentaux (DF-41) au Gansu (région de Yumen), à l'Est du Xinjiang (région de Hami) et en Mongolie Intérieure (près de Ordos) ;

3) Le déploiement de SNLE dotés de missiles JL-2 et JL-3 (portée de 8 à 10 000 km) ; 4) Le développement de missiles à double usage, à moyenne portée (DF-26) ou hypersoniques (DF-17) portant des charges nucléaire ou classique.

Dans ce contexte embrasé non seulement par la brutalité meurtrière des guerres en Ukraine et en Iran, mais encore par la violence endémique d'une soixantaine de conflits en Afrique (Soudan, Sahel, Érythrée), en Asie (Myanmar), au Moyen-Orient (Syrie, Liban, Gaza, Cisjordanie) que voit-on ?

D'une part un bloc Chine-Russie-Iran-Corée du Nord renforcé par la proximité de la nébuleuse

du « *Sud Global* » aux allégeances parfois incertaines, mais dont l'affirmation anti-occidentale ne cesse de se préciser par le truchement des BRICS et de l'OCS (lire : Xi Jinping au centre, avec V.Poutine et Kim Jong Un, vent debout contre l'Occident) ; d'autre part, les États-Unis et leurs alliés de l'OTAN, les Israéliens, la Corée du sud, le Japon, l'Ukraine et certains pays du Golfe.

Dès lors que saute aux yeux le hiatus d'une Chine première alliée stratégique de l'Iran lui-même directement attaqué par l'Amérique, mais cherchant en même temps un accommodement raisonnable avec Washington, on peut, avec la Revue Esprit du 27 mars, se demander « *Combien de temps la Chine pourra-t-elle tenir cette position d'équilibre ?* ».

Alors que Pékin a refusé de répondre à la demande américaine de s'impliquer pour sécuriser les flux commerciaux dans le détroit d'Ormuz, la question de la capacité de l'appareil à Pékin de concilier les contraires entre sa proximité avec Téhéran et sa recherche d'un apaisement avec Washington, sera assurément le fond de tableau du sommet de la mi-mai.

En attendant, dans le contexte où Pékin et Washington s'accordent pour considérer qu'un affrontement militaire entre les deux ferait entrer le monde dans le « *brouillard* » incontrôlable d'un déchaînement de violence universellement funeste, la plupart des observateurs s'appliquent à passer en revue les termes et les limites d'un « *accommodement raisonnable* » entre les deux.

Il serait certainement possible de conclure des accords exprimant une bonne volonté réciproque, par exemple pour confirmer le moratoire sur les droits de douane réduits à 10% et le renouvellement de l'accord sur la suspension par la Chine de son contrôle des Terres rares (valable jusqu'au 27 novembre 2026) ou encore sur la poursuite des achats chinois de soja, de maïs ou de blé américains dont le montant atteint déjà 25 milliards de $.

Autre espoir d'apaisement au milieu des férocités vindicatives, à l'étage stratégique, un consensus existe déjà sur la sécurité maritime et aérienne dans le cadre du MMCA (*Military Maritime Consultative Agreement*) conclu en 1999, dont le rôle a été élargi à la sécurité aérienne, pour tenir à distance une éventuelle méprise en mer de Chine du sud et dans les parages de Taïwan.

Enfin des pourparlers sont en cours pour circonscrire les risques posés par les automatismes de l'Intelligence artificielle dans la mise en œuvre des systèmes d'armes nucléaires.

Pour autant, l'inventaire des sources de friction reste impressionnant.

**François DANJOU**
Site : Questionchine.net
Editorial

---

## Une longue liste des contentieux.

Selon le New-York center for Foreign Policy Affairs, « la compétition stratégique sino-

américaine façonne la dynamique économique et sécuritaire mondiale. Exacerbée par les tensions commerciales, les restrictions technologiques et les démonstrations de force militaire, cette rivalité influence les politiques publiques, les alliances internationales et la stabilité mondiale. L'enjeu central réside dans la confrontation des visions de la domination mondiale, notamment en matière de politiques commerciales, de contrôle des technologies de pointe et de stratégies de sécurité. » Image : discoveryalert.com.

*

L'inventaire des sources d'inquiétude va de la guerre commerciale et technologique avec la persistance, malgré une baisse 31% par rapport à 2024, du déficit commercial américain voisin de 200 milliards de $ et le maintien en retour des droits de douane de 10% imposés par Washington et leurs répliques chinoises sur le charbon, le pétrole et le gaz ;

En même temps, constatons qu'aux restrictions structurelles de la Chine à l'ouverture de son marché, Washington a, en riposte, interdit l'accès d'entreprises comme Tencent et CATL qui travaillent avec l'armée chinoise, aux hautes technologies du numérique et de l'IA.

En réalité, le fond de tableau reste une rivalité systémique des modèles politiques de société fondamentalement concurrents et du rapport à l'ordre mondial. L'antagonisme se cristallise autour des revendications chinoises sur 80% de la mer de Chine du sud au mépris du droit de la mer et sur l'Île de Taïwan où la démocratie s'exprime avec de plus en plus de force en faveur d'une identité séparée du Continent.

L'évolution, politique de l'Île, « *trou noir* » de la pensée politique chinoise, crée entre Washington et Pékin une tension dans le Détroit qu'au cours de son deuxième mandat, Donald Trump a, chiffon rouge pour l'appareil chinois, échauffée en augmentant notablement la vente d'armes défensives à l'Île.

Après qu'en décembre dernier, la Maison Blanche avait, en accord avec le Congrès approuvé [1] dans le cadre du Taiwan Relation Act, la vente de 11,1 milliard de $ d'équipements militaires à l'Île (dont, entre autres, des Himars, des drones, et des missiles anti-char) – record depuis les 18 milliards vendus sous la présidence de Georges W. Bush en 2001 -, le ministre taïwanais de la défense, Wellington Koo déclarait le 17 mars, qu'une nouvelle vente d'une valeur totale de 14 milliards de $, était en cours d'examen à Washington.

Enfin et surtout, si malgré la somme des divergences anciennes et récentes, le sommet était confirmé, D. Trump ira à Pékin avec en tête la preuve obtenue sur le vif, que, contrairement à son discours de neutralité, Pékin a ostensiblement pris parti pour Téhéran.

**Une nouvelle guerre froide dont les mèches explosives sont allumées.**

Selon Reuters, le 25 mars, le port saoudien de Yanbu, sur la mer Rouge, actuellement le seul point d'exportation du pétrole brut d'Arabie, a été la cible d'une attaque iranienne qui visait la raffinerie Aramco-ExxonMobil (SAMREF).

L'attaque a eu lieu deux jours après que l'Arabie saoudite qui anticipait d'importantes perturbations dans le détroit d'Ormuz avait offert à ses clients pétroliers la possibilité de recevoir leurs allocations du mois d'avril avril via le port de Yanbu. Photo publiée par The

Economic Times.

*

Selon le Pentagone et la CIA, la coopération militaire entre la Chine et l'Iran des Mollahs s'est renforcée en 2025 et 2026. Notamment après la guerre de juin 2025, par une aide chinoise à la défense aérienne de Téhéran, au moyen des systèmes HQ-16, HQ-17AE et HQ 9-B dont l'efficacité a cependant été décevante [2], et par la fourniture de technologies de pointe permettant d'augmenter la capacité des frappes missiles.

Dans ce domaine crucial de la précision des frappes, Pékin a notamment mis à disposition des Mollahs terroristes, son système de navigation BeiDou 北斗, opérationnel depuis 2020 et indépendant du GPS des américains qui ne parviennent pas à le brouiller localement.

Si comme le souligne la Revue Esprit, l'incapacité de l'Amérique à rétablir la circulation dans le cul-de-sac d'Ormuz, verrou majeur de l'économie mondiale, confirme sa perte de puissance, la guerre en Iran met aussi à l'épreuve la capacité diplomatique globale de la Chine à défier l'Amérique notamment sur ses plates-bandes au Moyen Orient.

Que vaut en effet aujourd'hui le rapprochement entre les deux théocraties rivales du Golfe, Ryad et Téhéran, mis en scène le 11 mars 2023 par Wang Yi, le ministre des Affaires d'un régime chinois athée ? (lire Un vent chinois s'est levé au Moyen Orient).

Ayant à la fois fait l'impasse sur la carte sauvage d'Israël menacé dans son existence et la culture terroriste des Mollahs, la stratégie de Pékin est percutée de plein fouet par l'embrasement de la guerre en Iran. Dernier exemple en date que la conciliation des contraires n'est pas sans limites, le 25 mars, réduisant au moins pour l'instant à néant la stratégie du grand écart chinois, une attaque de drone iranienne ciblait le site névralgique de la raffinerie saoudienne de Samref à Yanbu, permettant de contourner le détroit d'Ormuz.

**François DANJOU**
Site : Questionchine.net
Editorial
30 mars 2026

**Note(s) :**

*[1] Si le président américain a l'autorité finale de décider la vente d'armes à Taïwan, le Congres dispose d'un droit de regard et de blocage qu'il peut exercer pendant une période de trente jours. La procédure s'inscrit dans le cadre légal du Taiwan Relations Act de 1979.*
*(Lire : Relations Chine, Taïwan, États-Unis)*
*Historiquement, le Congrès manifeste un fort soutien transpartisan aux ventes d'armes à Taïwan. Il est souvent arrivé qu'il presse l'exécutif d'accélérer les livraisons.*
*[2] Selon des rapports datant de janvier 2026, les systèmes antiaériens (missiles HQ-9B et radars YLC-8B) n'ont pas été à la hauteur des attentes iraniennes pendant la guerre de juin 2025.*